



AGPM
maiz'EUROP'

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 9 juillet 2026

Plan engrais : le Gouvernement abandonne les producteurs de maïs face à une crise historique

L'AGPM prend acte de l'annonce du Gouvernement concernant la mise en place d'un plan d'urgence engrais doté de 145 millions d'euros et dont les effets d'annonce ne masquent pas une réalité brutale : le dispositif passe à côté de la crise que traversent actuellement les producteurs de grandes cultures et exclut de fait une partie des agriculteurs les plus exposés, notamment les producteurs de maïs.

Alors que plus de 10 millions d'hectares de grandes cultures subissent depuis plus d'un an les conséquences de la flambée des prix des engrais et d'une canicule historique, le montant annoncé apparaît très largement insuffisant, en plus de ne pas prendre en compte les surcoûts déjà subis pour la campagne 2026.

Plus grave encore, le Gouvernement choisit de ne retenir comme période d'éligibilité que les achats d'engrais réalisés entre le 1er juin et le 30 septembre 2026. Une décision qui méconnaît totalement la réalité agronomique et économique des cultures de printemps, puisque les producteurs de maïs achètent leurs engrais azotés entre novembre et avril, avant les semis.

Au moment même où les exploitations maïsicoles subissent une quatrième année de résultats catastrophiques et de revenus négatifs, et à l'heure où les premiers effets de la canicule annoncent des pertes de rendement historiques pour l'année à venir, ce plan engrais semble être une insulte faite aux producteurs. Pour l'AGPM, la campagne 2026/2027 s'annonce d'ores et déjà comme l'une des plus préoccupantes de ces dernières décennies avec des rendements qui pourraient baisser de 20% et des volumes en baisse de 30% a minima, avec un très fort risque d'aggravation compte tenu de l'évolution de la situation.

« Ce plan est totalement déconnecté de la réalité des exploitations et parfaitement incompréhensible, puisque les surcoûts supportés par les producteurs de maïs sont très largement exclus du dispositif. Ceux qui ont anticipé leurs achats d'engrais à l'automne ou au printemps pour sécuriser leur campagne et subi les effets de la crise iranienne, ainsi que ceux qui ne pourront le faire qu'après septembre 2026, faute de trésorerie, ne seront pas couverts par cette aide. C'est une aberration ! Nous le disons avec gravité : les producteurs de maïs prennent cette décision comme une profonde marque de mépris à l'égard de leur situation. Beaucoup la vivront comme une véritable insulte au regard des difficultés qu'ils affrontent aujourd'hui. »,
déclare Franck Laborde, président de l'AGPM.